

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

1

Effets et répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les économies
arabo-africaines : Quelles réponses apportées ?

Par

Pr Léonidas NDAYIZEYE

Université du Burundi

Septembre 2022

Introduction

Le monde a été frappé par une pandémie au cours du premier semestre 2020. Cette pandémie a été identifiée comme un nouveau coronavirus, puis nommé Coronavirus de 19 ou Covid-19 (Qiu et al., 2020) . Alors que le Covid-19 est né dans la ville de Wuhan, dans la province chinoise du Hubei, il s'est par la suite rapidement propagé à travers le monde entier, entraînant une tragédie humaine et d'énormes dégâts économiques.

Dans un premier temps, plusieurs études se sont concentrées sur la mortalité que cette crise entraînait, négligeant ainsi ses effets économiques. Mais très rapidement, le Covid-19 a montré à quel point les activités économiques peuvent être perturbées : presque tous les pays ont, à des degrés divers, suspendu les vols internationaux, institué une quarantaine pour les personnes entrant dans le pays et fermé les frontières terrestres ou maritimes. Dans beaucoup de pays, des mesures comme les confinements ont été prises, ce qui a eu pour effets de limiter les mouvements des biens et des personnes.

Le Covid-19 a également montré combien il est important de comprendre les effets économiques des pandémies afin d'analyser les politiques à mettre en œuvre pour en atténuer les conséquences, tant sanitaires qu'économiques. L'expérience récente a montré que très peu d'analyses se consacrent aux effets économiques de tels chocs, du moins dans un premier temps.

Une analyse faite par la Commission Economiques des Nations Unies pour l'Afrique en 2021 montre que jusqu'en 2020, la documentation limitée qui existait sur l'économie des pandémies portait sur l'épidémie de grippe espagnole survenue entre 1918 et 1920, l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en Asie et l'épidémie d'Ebola en Afrique. Les débats portaient souvent sur la mortalité, avec peu de détails sur les conséquences économiques d'une pandémie.

Pour stopper sa propagation, beaucoup de pays ont initié de telles analyses et sur base des résultats trouvés, des mesures ont été prises

notamment la distanciation sociale. Et dans le cadre de cette distanciation, les entreprises, les écoles, les centres communautaires, et les organisations non gouvernementales (ONG) ont été tenues de fermer, les rassemblements de masse ont été interdits et des mesures de confinement ont été imposées dans de nombreux pays, n'autorisant les déplacements que pour les besoins essentiels. Ces mesures ont effectivement permis de diminuer l'ampleur de la propagation de cette pandémie et une rumeur d'espoir pointait à l'horizon, quand, subitement, une autre crise a surgi. Il s'agit de la guerre russo-ukrainienne qui a débuté le 24 février 2022. Cette crise est ainsi venue imposer des défis supplémentaires à l'économie mondiale en général, et aux économies africaines et arabes en particulier. Des crises alimentaire, énergétique et financière qui en résultent sont venues compliquer le quotidien des citoyens du monde entier, notamment en Afrique et dans le monde arabe.

Les Perspectives économiques en Afrique indiquent clairement que la pandémie et la guerre entre la Russie et l'Ukraine pourraient laisser des traces pendant plusieurs années, voire une décennie. Dans le même temps, quelque 30 millions de personnes en Afrique ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2021 et environ 22 millions d'emplois ont été perdus la même année à cause de la pandémie. Cette tendance pourrait se poursuivre au cours du second semestre de 2022 et en 2023.

C'est dans ce cadre que l'Association des Sénats Shoora et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe (ASSECAA) en Association avec le Sénat de la République du Burundi, a organisé une réunion de concertation qui aborde les deux thèmes suivants :

- I. Les effets et les répercussions de la pandémie du coronavirus sur les économies arabo-africaines et la réponse des gouvernements
- II. La guerre russo-ukrainienne et ses effets sur les chaînes d'approvisionnement, les prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Les objectifs de cette concertation sont : (1) Promouvoir le débat, le dialogue et la concertation afro-arabes sur les enjeux stratégiques et

prioritaires dans les régions africaines et arabes, et mieux comprendre les répercussions causées par la pandémie de Covid-19, ainsi que la guerre russo-ukrainienne et ses conséquences observées jusqu'à présent sur les économies des pays, les chaînes d'approvisionnement, les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, et proposer des solutions ; (2) Mettre en place une diplomatie économique parlementaire qui explorera les voies et moyens de renforcer la coopération économique afro-arabe dans une perspective stratégique, participative, intégrée et de développement basée sur le renforcement des liens économiques, commerciaux et humanitaires entre l'Afrique et le Monde arabe et (3) Contribuer à l'échange mutuel de connaissances et d'expériences entre parlementaires à travers la présentation des bonnes pratiques et des leçons apprises en vue d'aborder et d'atténuer les impacts économiques de la COVID-19 et les répercussions de la guerre russo-ukrainienne sur les économies des pays.

Le présent travail s'inscrit dans cette logique. Il aborde ces aspects d'un point de vue économique, pour comprendre les effets économiques de ces deux crises de grande ampleur, afin de proposer des démarches communes, collaboratives, de l'Afrique et du monde arabe pour prévenir les effets de telles crises et surtout pour rendre leurs économies plus résilientes à de tels chocs.

I. Les effets économiques de la pandémie du coronavirus sur les économies arabo-africaines

I. 1. Les effets économiques du coronavirus sur les économies africaines

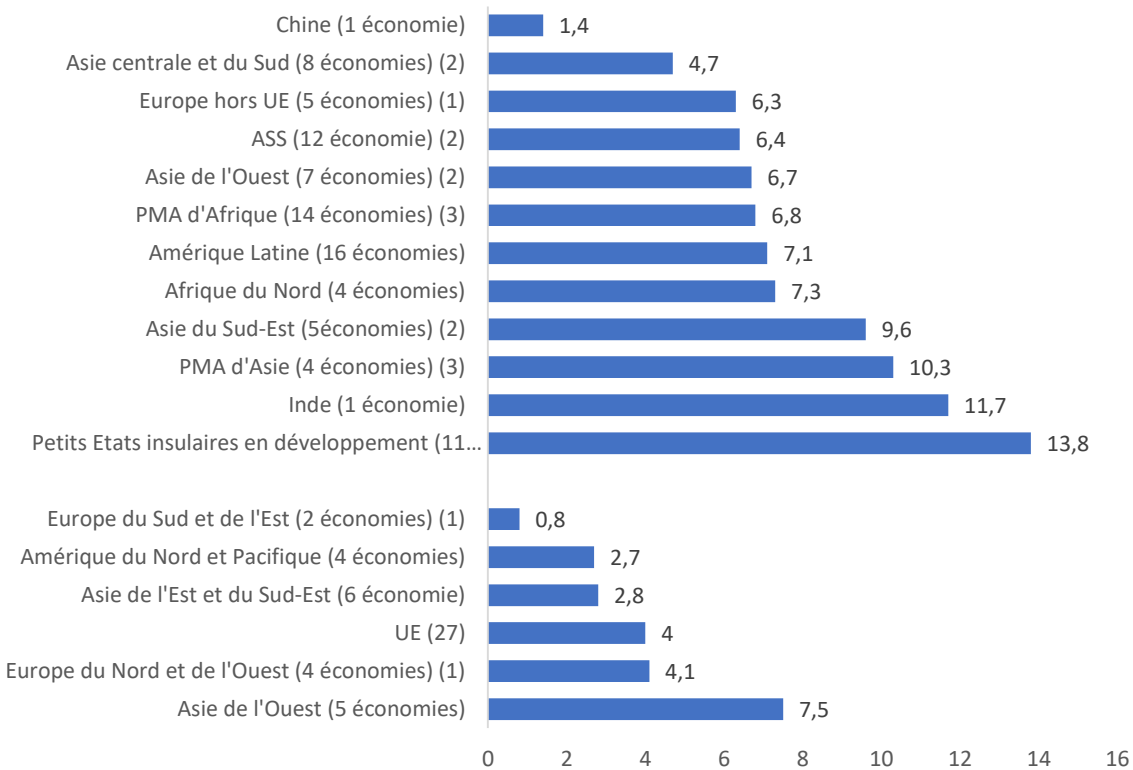
L'Afrique représente 17 % de la population mondiale, mais abrite 25 % des malades recensés sur la planète, avec toutefois une prédominance des maladies vectorielles ou infectieuses telles que la fièvre jaune (95 %), le paludisme (93 %), le VIH-Sida (67 %), les maladies tropicales négligées ou MTN (39 %), la tuberculose (24 %) et les fièvres hémorragiques virales (Serge Loungou et al. 2021) . Selon ces auteurs, les dispositifs sanitaires africains présentent généralement trois faiblesses majeures : le manque

de structures hospitalières adéquates, de personnels soignants et de prises en charge financière. Alors que l'OMS préconise un ratio de 30 lits d'hôpital pour 10 000 habitants, la Région africaine n'en compte que 10. C'est ainsi que, à l'annonce de la pandémie du Covid-19, beaucoup prédisaient une hécatombe en Afrique mais la réactivité des pays africains (OMS, 2020a) et leur expérience des épidémies (Bernault, 2020 ; Belsoeur, 2020) ont contribué à l'éviter.

Toutefois, sur le plan économique, financier et social, le continent a enregistré des répercussions négatives d'une ampleur sans précédent (Le Coguic et Osman, 2021). Selon la BM (2022), le revenu par habitant dans la plupart des pays africains restera inférieur aux niveaux pré-pandémiques, au moins jusqu'en 2023. Les niveaux de pauvreté, mesurés à 1,90 dollar par jour, sont passés de 34 % avant la pandémie à 39 % (Perspectives économiques en Afrique 2021).

Très extraverti, le continent africain entretient en effet des liens étroits avec la Chine où la pandémie a pris naissance, mais aussi avec les économies émergentes et développées où cette pandémie s'est rapidement propagée. Or la plupart de ces pays, la Chine en tête, ont fermé leurs frontières dès le début de la crise, limitant ainsi les mouvements de personnes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces pays. Il s'en est suivi des ruptures dans l'offre de production et le commerce mondial, ce qui, en corollaire, a provoqué des chocs sur la demande.

Graphique 1. Pertes de productions estimées dues à la covid-19 jusqu'en 2021, par groupes de pays



Source : élaboré par l'ONUDI sur la base des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (éditions d'octobre 2019 et d'octobre 2021). Note : 1. Hors UE ; 2. Hors PMA et PEID ; 3. Hors PEID. La figure présente des moyennes simples. Les pertes de production projetées jusqu'en 2021 sont la différence entre les projections de PIB d'avant la pandémie (octobre 2019) et les dernières projections disponibles (octobre 2021), et sont données en pourcentage des projections d'avant la pandémie. Les groupes d'économies sont basés sur l'annexe C du rapport complet. EIED = économies industrielles émergentes et en développement ; UE = Union européenne.

La baisse de l'activité économique mondiale a fait chuter la demande de biens et de services africains, en particulier celle des produits de base. Par exemple, au Burundi, les exportations ont diminué de 68,9% au second trimestre 2020, par rapport à la même période de 2019, passant de 99 114,2

millions BIF à 30 827,7 millions BIF alors que les importations du pays ont augmenté de 13,1% au cours de la même période passant de 368 495,4 millions BIF en 2019 à 416 746,6 millions BIF en 2020 . En conséquence, les recettes publiques et les réserves internationales des pays africains ont toutes deux diminué, ce qui a affecté leur performance budgétaire et le potentiel de viabilité de leur dette.

Ces effets ont négativement impacté les revenus des entreprises, et ont considérablement restreint l'espace fiscal des Etats. L'impact social serait directement perceptible sur les revenus des ménages, avec près de 170 pays qui, d'après les estimations du FMI, ont vu leur revenu par tête diminuer en 2020. En Afrique, la pandémie a causé principaux maux : récession généralisée (40 pays touchés sur 54 en 2020), surendettement massif (plus de 60 % du PIB dans 17 pays en 2020) et aggravation de la pauvreté (plus de 30 millions d'Africains ont ainsi basculé dans l'extrême pauvreté en 2020 et 39 millions supplémentaires devraient la connaître en 2021 (Mbaye et al., 2020 ; Banque africaine de développement, 2021a). Le PIB réel y a reculé pour la première fois en plus de trente ans (- 2,6 % en 2020) et la contraction du PIB par tête est plus marquée encore (- 4,7 %), en raison du dynamisme démographique que connaît la région. Cette récession fait redouter une forte augmentation des taux de pauvreté sur le continent.

Les pays africains ont aussi fait face à une baisse des flux d'investissement en provenance des économies émergentes et développées. Le ralentissement économique mondial et les perturbations de l'offre ont également un impact sur les sorties d'investissements de portefeuille en Afrique, provoquant une baisse des réserves en devises susceptible d'entraîner une dépréciation des monnaies, qui pourrait, à son tour, provoquer des pressions inflationnistes dans les économies africaines. Cela devrait affecter davantage les modes de consommation en raison de la perte de pouvoir d'achat des ménages.

S'agissant du secteur privé, l'analyse de la Commission Economique pour l'Afrique de 2021 montre que le ralentissement mondial affecte les

transferts de fonds vers l'Afrique, ce qui, à son tour, a un impact sur la consommation privée et les investissements sur le continent. Du côté des pouvoirs publics, les dépenses de santé publique ont probablement augmenté suite aux efforts déployés pour sauver la vie des personnes ayant contracté le virus et pour contenir sa propagation, et une grande partie de ces dépenses provient des investissements publics dans certains secteurs productifs de l'économie. Cette réduction des investissements freinera le potentiel de croissance économique. Le ralentissement de la croissance sera exacerbé par les conséquences de l'épidémie sur la main-d'œuvre, à savoir la baisse de l'assiduité au travail et, dans certains cas, l'arrêt total de nombreuses activités économiques, ce qui aura des répercussions sur les modes de production et de consommation et affectera considérablement la croissance déjà molle de l'Afrique.

I.2. Le monde arabe face à la pandémie du Covid-19

Le Rapport arabe sur le développement humain (PNUD 2022) indique que, au cours de la première année de la pandémie, les importants déficits budgétaires existants se sont creusés davantage dans toute la région, en raison de la baisse des recettes, due à la diminution de la demande de pétrole, et de l'augmentation des besoins de financement pour contenir la pandémie et ses répercussions économiques sur les ménages et les entreprises. En 2020, le déficit global moyen s'est creusé de 7 %, pour atteindre 9,2 % du PIB, tandis qu'en 2021, le déficit budgétaire moyen de la région s'est réduit à 2,3 %, un déficit qui, pour le FMI, devrait se transformer en un excédent de 4,1 % du PIB en 2022.

Les déficits budgétaires importants ont augmenté la dette publique, aggravant une situation d'endettement déjà vulnérable. Ainsi, en 2020, la dette publique moyenne globale de la région a culminé à 60 % du PIB, soit une hausse d'environ 13 % par rapport à 2019 et les flux nets d'investissements directs étrangers (IDE) vers la région ont diminué de 6 % en 2020.

Le Rapport mentionne qu'en 2021, le taux de chômage a atteint 12,6 % dans la région des États arabes, soit plus du double de la moyenne mondiale qui est de 6,2 %. Le taux d'activité des femmes était parmi les plus bas du monde, estimé à 20,3 % dans la région des États arabes en 2019. Le taux de chômage des femmes est resté à 24 % dans la région des États arabes, soit trois à quatre fois plus que la moyenne mondiale.

Aussi, en 2021, la région affichait le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) le plus élevé au monde, soit 28,6%, une forte hausse par rapport aux 25,3% de 2019. Le taux de chômage des jeunes femmes était également le plus élevé au monde, et plus du double à celui des jeunes hommes, atteignant 49,1 en 2021 contre 44,7 % en 2019 (contre 23,8 % chez les jeunes hommes en 2021 et 20,8 % en 2019).

I.3. Pourquoi la pandémie a particulièrement touché l'Afrique et le monde arabe ?

L'Afrique et le monde arabe ont un point de ressemblance important : les deux parties du monde dépendent fortement des matières premières à l'exportation et ont un niveau élevé d'exposition aux chocs internationaux. Le niveau d'exposition de l'économie aux chocs internationaux est synonyme du degré d'ouverture de l'économie nationale à l'économie mondiale, aux échanges internationaux de biens et de services ainsi que du volume des flux de capitaux entrants ou sortants. Or, avec le confinement, l'activité mondiale a fortement chuté, et la demande de ces matières premières aussi. Cela a eu des répercussions sur la croissance de ces pays, mais aussi sur leurs perspectives. Par exemple, pour le Burundi, comme bien d'autres pays en voie de développement, son économie est relativement fermée. En effet, la somme des importations et exportations rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 38% (en 2018), soit 2% en deçà du seuil minimal de 40%. Cependant, ce ratio cache une importante réalité : en isolant les importations des denrées alimentaires des autres biens et services, nous remarquons qu'elles ne représentent pas moins de 17% du total des importations, soit 2% au-dessus du seuil de 15%. Par conséquent, tout événement qui vient

perturber le marché international des matières premières agricoles aura nécessairement des retombées sur l'économie burundaise. Et cela est valable pour toutes les économies semblables à celle du Burundi.

Conclusion et recommandations

10

Le Covid-19 a montré combien il est important de comprendre les effets économiques des pandémies afin d'analyser les politiques à mettre en œuvre pour en atténuer les conséquences, tant sanitaires qu'économiques. Cette pandémie a touché toutes les parties du monde, mais son impact socioéconomique a été très différent d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre. Cela renseigne sur l'existence de profondes différences des différentes économies en matière de résilience face aux événements extrêmes.

Les pays devraient tirer des leçons issues de cette crise pour ressortir les politiques aussi bien industrielles, monétaires, sociales etc. qui ont fonctionné et permis aux économies d'être résilientes et celles qui ont échoué. Cet objectif ambitieux nécessite de réexaminer non seulement les types de réponses apportées pendant les phases initiale et intermédiaire de la pandémie, mais aussi les caractéristiques structurelles qui ont façonné ces réponses et continueront à les façonner à l'avenir.

II. Guerre en Ukraine : d'une crise à une autre

Dès le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine. Il s'agit d'une guerre impliquant deux grands pays. Économiquement parlant, un « grand pays » est un pays pouvant influencer les prix sur le marché mondial des produits qu'il exporte et/ou qu'il importe.

II.1. Caractéristiques des deux pays en conflit

Depuis 20 ans, la Russie comme l'Ukraine font partie de ces pays qui ont beaucoup investi dans la production agricole. Ils produisent tellement qu'ils sont capables de libérer des surplus conséquents à l'exportation et donc de nourrir les marchés mondiaux.

La Russie est 13^{ème} puissance économique mondiale en termes du PIB. Elle bénéficie de la présence de nombreuses ressources naturelles sur son territoire, notamment de gaz et de pétrole dont elle détient respectivement 17 et 7% des réserves mondiales. L'exportation de ces richesses constitue donc un enjeu de premier plan. Selon les années, la Russie est toujours le 1^{er} ou 2^{ème} exportateur mondial d'hydrocarbures. Elle est le premier exportateur mondial de gaz naturel (20 % du total en 2019), le deuxième exportateur mondial de pétrole (11 %) et le troisième exportateur mondial de charbon (15 %) (IEA, 2022). Elle se classe par ailleurs à la première place mondiale pour les exportations d'engrais azotés, à la deuxième pour celles d'engrais potassiques et à la troisième pour celles d'engrais phosphorés (FAO, 2022), et elle a été à l'origine de plus de 15 % des exportations mondiales d'engrais en 2020 (UNCTAD, 2022). Elle est un des premiers fournisseurs de métaux, notamment de palladium, de nickel et d'aluminium. Elle fournit environ 40% du gaz européen. Elle est aussi le premier producteur mondial de blé depuis 2018 (l'Ukraine est cinquième).

De son côté, l'Ukraine, 61^{ème} plus grande économie du monde en termes de PIB, est un État d'une superficie de 603 550 km² (Crimée incluse), ce qui en fait le 2^{ème} plus grand pays d'Europe après la Russie, avec qui elle partage sa plus grande frontière (2000 km) . Depuis 1954, lorsque le président russe d'alors, Nikita Khrouchtchev, offre la Crimée à l'Ukraine pour célébrer le 300^{ème} anniversaire de l'union entre les deux pays, l'Ukraine devient la république soviétique la plus peuplée après la Russie et elle occupe une place centrale dans l'économie de l'URSS grâce à sa production agricole et ses mines d'acier et de fer. Avec un relief peu accidenté, l'Ukraine compte de nombreux pâturages et terres plates qui sont, depuis toujours, dédiés à une intensive production agricole : plus de 70% de la superficie du pays est une terre agricole. Ces terres arables sont très fertiles grâce à une "ceinture de terre noire" très riche en humus qui recouvre une grande partie du territoire. L'Ukraine est ainsi parmi les plus grands producteurs de céréales dans le monde (blé, orge, seigle, avoine). Elle représente en part de marché sur la scène

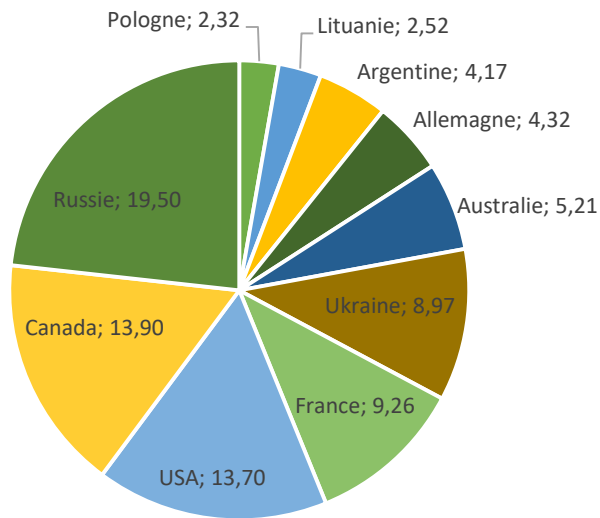
internationale 10 à 12% du blé, 15 à 20 % du maïs (il en est le premier producteur mondial), 20 à 25% de l'orge et du colza, ainsi que 50% à 60% des exportations mondiales d'huile et tourteaux de tournesol.

12

L'Ukraine est également riche en ressources minières (fer, magnésium, manganèse, etc.) et énergétiques (charbon, gaz naturel, pétrole). La plupart des gisements importants se trouve à l'est du pays, dans une région appelée le Donbass, ainsi qu'en Crimée.

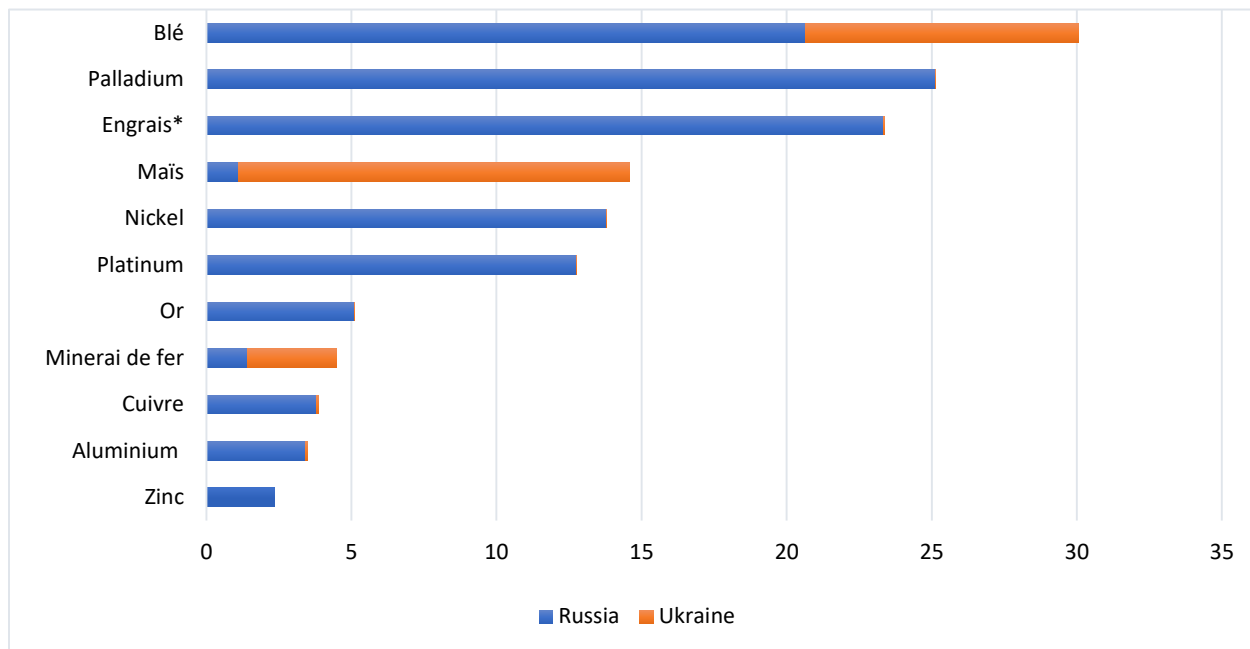
Ensemble, la Russie et l'Ukraine sont des acteurs majeurs dans les secteurs de l'énergie, de l'alimentation et des engrais. Pour le maïs, si la production combinée du maïs des deux pays est de 4 %, on note que, en ce qui concerne les exportations, la contribution de l'Ukraine et de la Russie est bien plus importante, avec 20% des exportations mondiales de maïs en 2021. Ils figurent également parmi les principaux producteurs et exportateurs d'huile de tournesol. En 2020, les exportations d'huile de tournesol de l'Ukraine représentaient 40 % des exportations mondiales, contre 18 % pour la Russie.

Graphique 2 : Les 10 principaux exportateurs de blé dans le monde en 2020 (en %)



Même si elle n'est pas le premier producteur de blé, la Russie représente près de 20% des exportations de cette denrée et en est ainsi le premier exportateur au niveau mondial en 2020. A eux seuls, la Russie et l'Ukraine représente 28,47% des exportations mondiales de blé en 2020.

Graphique 3 : Parts de certaines exportations de la Russie et de l'Ukraine, en 2020 (en %)



Source: Comtrade data, 2021

C'est dire que les deux pays sont en fait le grenier du monde pour le blé et le maïs, mais aussi beaucoup d'autres produits agricoles et non agricoles. Il n'est donc pas étonnant que les marchés internationaux aient surréagi à cette guerre étant donné que ces produits sortent difficilement de l'Ukraine depuis le début de la crise et que la Russie est frappée de diverses sanctions.

II.2. Conséquences économiques de la guerre en Ukraine

II.2.1 Conséquences sur l'économie mondiale

Selon l'OCDE (2022), même si le poids direct de la Russie et de l'Ukraine dans l'économie et la finance mondiales est modeste, les deux pays sont des fournisseurs essentiels de certains produits sur les marchés de

matières premières (céréales, engrais, pétrole, gaz, métaux, gaz rares, uranium...) comme nous venons de le souligner plus haut.

Pour rappel, à eux deux, ils représentent environ 30 % des exportations mondiales de blé, 15 % pour le maïs, 20 % pour les engrais minéraux et le gaz naturel, et 11 % pour le pétrole. De surcroît, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont tributaires des exportations russes et ukrainiennes de métaux et de gaz rares. Les prix de bon nombre de ces matières premières ont nettement augmenté après le déclenchement de la guerre, même en l'absence immédiate de baisse sensible des volumes de production ou d'exportation. Avec la mondialisation et l'interdépendance croissante des économies, l'ensemble de la planète subit alors les effets d'un conflit touchant une région en particulier. Ainsi, l'impact économique le plus immédiat de la crise ukrainienne a été une forte hausse des prix des produits de base. Par exemple, les expéditions de céréales via les ports de la mer Noire ont déjà été stoppées, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité alimentaire dans les pays pauvres. Aussi, il est attendu des taux de croissance négatifs et des taux d'inflation élevés.

Sur base des estimations fondées sur le Modèle du commerce mondial de l'OMC et qui prennent en compte 1) l'impact direct de la guerre en Ukraine, y compris la destruction des infrastructures et l'augmentation des coûts du commerce; 2) l'impact des sanctions visant la Russie, y compris l'exclusion de banques russes du système de règlement SWIFT; et 3) la baisse de la demande globale dans le reste du monde en raison de la perte de confiance des milieux d'affaires/des consommateurs et de l'incertitude croissante, les résultats ci-après sont dégagés : (1) le PIB mondial aux taux de change du marché devrait augmenter de 2,8% en 2022, soit une baisse de 1,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions précédentes, à savoir 4,1% ; (2) la croissance devrait atteindre 3,2% en 2023, soit un niveau proche du taux moyen de 3,0% entre 2010 et 2019.

Le FMI, dans sa mise à jour d'avril 2022 des Perspectives de l'économie mondiale, a revu à la baisse ses prévisions de la croissance mondiale, qui devrait perdre 0,8 point de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier pour s'établir à 3,6% en 2022, puisque l'impact économique de la guerre en Ukraine se répercute à l'échelle mondiale sur le marché des produits de base, le commerce et les liens commerciaux. Le même FMI (15 Mars 2022) a identifié trois grands canaux par lesquels la guerre en Ukraine et les sanctions internationales à l'encontre de la Russie affecteront l'économie mondiale et, à des degrés divers selon les grandes zones géographiques: (1) premièrement, la hausse des prix des matières premières, telles que les denrées alimentaires et l'énergie, fera encore augmenter l'inflation, ce qui aura pour effet d'éroder la valeur des revenus et de peser sur la demande ; (2) deuxièmement, les pays voisins, en particulier, devront faire face à une perturbation des échanges commerciaux, des chaînes d'approvisionnement et des transferts de fonds, ainsi qu'à une augmentation historique des flux de réfugiés ; et (3) enfin, la perte de confiance des entreprises et l'incertitude accrue des investisseurs pèseront sur le prix des actifs, ce qui aura pour effet de resserrer les conditions financières et de provoquer éventuellement des sorties de capitaux des marchés émergents. Il montre que depuis le début de ce conflit, les prix de l'énergie, des céréales et des métaux ont bondi, ce qui annonce une augmentation imminente des taux d'inflation, touchant notamment les produits agricoles.

Graphique 4 : Montée des prix de certains produits à la suite de la guerre en Ukraine (analyse de 2013 à 2022)



II.2.2. Impact de la guerre russo-ukrainienne sur les économies africaines

Sur les 54 pays que compte l'Afrique, 11 sont de grands exportateurs d'énergie et les autres sont des importateurs nets d'énergie, ou en quasi-autosuffisance. Ainsi, on peut considérer que de façon générale, le continent est un importateur net de matières premières agricoles et énergétiques. Il pourrait ainsi être fortement impacté économiquement par la crise en Ukraine, surtout si elle perdure. En ce qui concerne

l'agriculture africaine, l'impact de la guerre se répercutera à court terme sur la filière mondiale des prix des produits agricoles : « L'inflation, c'est le principal risque de la guerre en Ukraine. (...) Pour les pays africains importateurs nets de nourriture, il y aura une conséquence directe sur la sécurité alimentaire et sur les prix à la consommation », met en garde Aroni Chaudhuri, économiste chez Coface. Ainsi, la guerre en Ukraine a mis en évidence la dépendance chronique de l'Afrique à l'égard des importations alimentaires. Pour Kristalina Georgieva, la Directrice générale du FMI, "La guerre en Ukraine signifie la faim en Afrique."

Dans son Rapport, les Nations Unies ont révélé le degré de dépendance "élevé" de des pays africains en termes d'importation de blé de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Selon ce Rapport, entre 2018 et 2020, l'Afrique a importé pour 3,7 milliards USD de blé (32 % du total des importations africaines de blé) en provenance de la Fédération de Russie et pour 1,4 milliard USD en provenance d'Ukraine (12 % des importations totales de blé africain). D'après les données de la CNUCED basées sur la période 2018-2020, pas moins de 25 pays africains importent plus d'un tiers de leur blé des deux pays et 15 d'entre eux en importent plus de la moitié. Parmi les principaux pays importateurs se trouvent l'Égypte, qui comptabilise à elle seule près de la moitié de ces importations, suivie du Soudan, du Nigeria, du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, de la Libye, du Kenya, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie. Le Bénin importe 100 % de blé russe, et la Somalie se fournit à 70 % en Ukraine et à 30 % en Russie. D'autres comme le Soudan (75 %), la RD Congo (68 %) et le Sénégal (65 %) s'appuient également beaucoup sur ces deux sources d'approvisionnement. Si la majorité des pays sont tournés vers la Russie, qui fournit le continent à hauteur de 32 % (contre 12 % pour l'Ukraine), la Tunisie, la Libye et la Mauritanie dépendent eux en grande partie du blé ukrainien (30 à 50 % de leurs importations).

Le même rapport indique que les possibilités de remplacer les importations en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine par le commerce intra-africain sont limitées, car l'offre régionale de blé est

relativement faible et de nombreuses régions du continent manquent d'infrastructures de transport et de capacités de stockage efficaces.

Cette situation en évolution rapide est alarmante pour les pays en développement, et en particulier pour les pays africains et les pays les moins avancés, dont certains sont particulièrement exposés à la guerre en Ukraine et à ses effets sur les coûts commerciaux, les prix des matières premières et les marchés financiers.

Les PMA sont particulièrement exposés à une crise alimentaire et énergétique. Trente-huit des 45 pays d'Afrique subsaharienne étant des importateurs nets de pétrole, une hausse des prix mondiaux se traduit pour ces pays par une augmentation de la facture des importations, des coûts de transport et des prix de la plupart des marchandises. Pour les populations des PMA, cela peut entraîner une baisse du pouvoir d'achat, une diminution de la croissance et, en fin de compte, une augmentation de la pauvreté.

En outre, la Russie et l'Ukraine produisent à elles deux plus de la moitié de l'huile de tournesol, environ 30% du blé et de l'orge et 17% du maïs au niveau mondial. Une grande partie de ces aliments se retrouve dans les assiettes des pays pauvres après être passée par des chaînes d'approvisionnement mondiales complexes. Selon la CNUCED, entre 2018 et 2020, l'Afrique a importé 45% de son blé de ces deux pays. Un pays africain sur deux importe plus d'un tiers de son blé de Russie, et des PMA comme la RDP lao, le Bénin et la Somalie achètent plus de 90% de leur blé à ces deux pays.

A la suite du Covid 19, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 9% entre 2019 et 2020 en Afrique subsaharienne, et de 2% supplémentaires en octobre dernier. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévient que les prix risquent d'augmenter encore plus rapidement si les importations en provenance de Russie et d'Ukraine restent perturbées ou si les prix des produits importés augmentent en raison de la hausse des prix du pétrole. En mars 2022, l'indice FAO des prix des

produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux des produits alimentaires les plus couramment échangés dans le monde, a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990, à 159,3 points, soit plus de 34% de plus que sa valeur un an auparavant. Cette hausse était principalement imputable à l'explosion des prix des céréales (+37%) et des huiles végétales (+56%), notamment l'huile de tournesol. Dans les jours qui ont précédé la décision de la Russie d'envahir l'Ukraine, les prix de nombreux produits alimentaires ont connu une flambée au niveau international : + 54% pour le blé, +31% pour le maïs, + 20% pour le soja et qui s'accroît avec entre février et mars 2022 (+20% pour le blé et +19% pour le maïs en un mois).

Le Programme alimentaire mondial (PAM) signale qu'il achète d'ores et déjà ses fournitures 30% plus cher qu'en 2019. Il indique que le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 27 à 44 millions depuis 2019 et que 232 millions d'autres personnes restent à risque.

II.2.3. Impact de la guerre russo-ukrainienne sur les économies du monde arabe

Pour nombre d'Égyptiens, de Libanais, de Yéménites ou d'autres arabes, la guerre ukrainienne implique qu'il y aura moins de pain sur la table familiale ; ces pays importent essentiellement le blé russe et ukrainien. Or, prévient le Middle East Institute, «si la guerre perturbe l'approvisionnement en blé » du monde arabe, fortement dépendant en importations alimentaires, «la crise pourrait déclencher de nouvelles manifestations et de l'instabilité dans plusieurs pays ». La possibilité de soulèvement fait peur dans le monde arabe où les mouvements dits « printemps arabes » ont emporté des régimes. Par exemple, au Soudan, Omar el-Béchir a été renversé sous la pression d'une révolte populaire née du triplement du prix du pain.

Au Maghreb, le blé est la base du couscous comme du pain. C'est ainsi par exemple que le Maroc a augmenté les subventions pour la farine à 350 millions d'euros et suspendu les droits de douane du blé. L'Algérie,

deuxième consommateur africain de blé et cinquième importateur mondial de céréales, a annoncé ne détenir que six mois de réserves. L'Égypte est le premier importateur de blé au monde et le deuxième client de la Russie avec 3,5 millions de tonnes achetées jusqu'à mi-janvier 2022, selon S&P Global. Et même si ces dernières années le Caire a commencé à acheter ailleurs, notamment en Roumanie, en 2021, 50% de ses importations de blé venaient encore de Russie et 30% d'Ukraine. La Tunisie est fortement dépendante en matière de céréales, important 84% de ses besoins en blé tendre, environ 40% pour le blé dur et 50% pour l'orge. L'Ukraine était jusque-là un fournisseur privilégié de la Tunisie avec le Canada et l'Union Européenne. Le pays souffre d'une insuffisance chronique au niveau des capacités de stockage, limitées à 3 mois, et de ce fait, il doit avoir une source d'approvisionnement sûre et régulière.

Cela montre combien ces deux pays, la Russie et l'Ukraine, constituent un marché d'importation de blé très important pour les pays du monde arabe. La perturbation de ces deux marchés ne manque donc pas de provoquer des remous dans le monde arabe.

Conclusion

La crise provoquée par le conflit russo-ukrainien impacte durement et négativement le marché mondial du blé étant donné l'importance des exportations provenant des deux pays. Aussi, même si ces pays n'ont pas un poids lourd dans la production mondiale, peu de pays échapperont aux effets de cette guerre, en particulier sur le marché des matières premières, dans la mesure où cette guerre oppose deux pays qui sont parmi les principaux fournisseurs de pas mal de pays, en matière de produits pétroliers, d'aluminium, d'acier et autres métaux, de céréales, d'engrais et de produits transformés issus de ces filières. Les incertitudes sont si grandes aujourd'hui, surtout que personne ne peut dire quand la guerre se terminera et comment elle se terminera. L'on sait néanmoins que beaucoup de pays, africains et du monde arabe notamment, dépendent énormément des importations de la Russie et de l'Ukraine pour

le blé, mais aussi pour le maïs et les autres produits comme les hydrocarbures.

De toute évidence, cette crise met en évidence la nécessité de toujours diversifier ses chaînes d'approvisionnements et de conserver, si possible, la souveraineté nationale dans des domaines aussi sensibles que l'alimentaire, notamment en privilégiant une agriculture vivrière pour diminuer le degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Aussi, l'impact négatif à l'économie mondiale et aux autres économies de cette crise montre à quel point le monde est devenu étroitement lié par le commerce et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Bien que le conflit soit local et que ses effets immédiats soient régionaux, son impact est mondial et les réponses à apporter pour y faire face doivent l'être aussi. Ainsi, dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, les pays en développement ont besoin d'un soutien pour rendre leurs économies plus résilientes face aux crises futures, en particulier celles liées à la sécurité alimentaire. L'Ukraine ayant manqué la saison des semis de maïs et de tournesol, ceci aura d'autres répercussions sur l'offre mondiale de produits alimentaires.